



ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Fourniture de chariots de bionettoyage ergonomiques et des équipements associés
pour le Centre Hospitalier Le Vinatier – procédure n° 2**

Cahier des clauses administratives particulières

Acheteur – Pouvoir adjudicateur

Centre Hospitalier le Vinatier

Adresse : 95 Boulevard Pinel BP 30039 69678 BRON

Téléphone : 04 37 91 55 55

Télécopie : 04 81 92 58 02

N° SIRET : 266.900.083.00012

Représentant de l'acheteur

Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier le Vinatier, Pascal MARIOTTI

Comptable public assignataire des paiements

Trésorerie hospitalière de la Métropole de Lyon

3, Quai des Célestins

69002 LYON

TABLE DES MATIERES

1.	Objet de l'accord-cadre	4
1.1.	Procédure de passation	4
1.2.	Allotissement	4
1.3.	Forme et étendue de l'accord-cadre	5
1.4.	Lieux d'exécution	5
2.	Durée de l'accord-cadre	5
3.	Clause environnementale :	5
4.	Documents contractuels	6
5.	Obligations des cocontractants	6
5.1.	Représentation	6
5.2.	Echanges dématérialisés	7
5.3.	Assurances	7
5.4.	Obligations administratives	7
5.5.	Conformité des fournitures et produits utilisés	7
5.6.	Confidentialité – Protection des données personnelles	7
6.	Défaillance du titulaire	11
7.	Modifications en cours d'exécution	11
8.	Marchés de fournitures complémentaires	11
9.	Acquisitions supplémentaires par devis	11
10.	Offres promotionnelles	11
11.	Dispositions relatives à la sous-traitance	11
12.	Modalités de détermination des prix de règlement	12
12.1.	Contenu des prix	12
12.2.	Forme des prix	12
12.3.	Révision des prix	12
12.4.	Clause de sauvegarde	13
12.5.	Taux de TVA	13
12.6.	Monnaie	13
13.	Conditions d'exécution de l'accord-cadre	13
13.1.	Conditions de passation des bons de commande	13
13.2.	Délais d'exécution des prestations	14
13.3.	Stockage, emballage, transport et gestion des déchets	14
13.4.	Conditions de livraison et d'accès	14
14.	Opérations de vérification	15
14.1.	Vérifications quantitatives et qualitatives	15
14.2.	Délai de vérification	15
15.	Garantie technique	15
16.	Certificat de bonne exécution de l'accord-cadre	15
17.	Avance	16

17.1 Montant de l'avance	16
17.2 Modalités de règlement de l'avance.....	16
17.3 Modalités de remboursement	16
18. Pénalités.....	16
18.1. Pénalités de retard de livraison	17
18.1.1. Modalités d'application	17
18.1.2. Calcul des pénalités.....	17
18.2. Pénalités pour non-respect du planning de déploiement des fiches protocole.....	17
18.3. Pénalités pour non-respect du délai de remise du rapport de synthèse prévu à l'article 4.1 du CCTP 17	
18.4. Pénalités pour non-respect du planning des visites annuelles.....	17
18.5. Pénalités pour non-respect du planning des formations	18
19. Modalités de règlement.....	18
19.1. Transmission des demandes de paiement	18
19.2. Paiement.....	19
19.3. Paiements des co-traitants.....	19
19.4. Paiements des sous-traitants ayant droit au paiement direct	19
19.5. Délais de paiement et intérêts moratoires.....	19
20. Cession ou nantissement de créances	20
21. Suspension des prestations en cas de circonstances imprevisibles.....	20
22. Résiliation de l'accord-cadre.....	20
22.1. Pour faute du titulaire	20
22.2. Pour motif d'intérêt général.....	20
23. Execution aux frais et risques du titulaire.....	21
24. Règlement des litiges	21
24.1. Règlement amiable des différends.....	21
24.2. Règlement contentieux des différends	21
25. Droit et langue	21
26. Dérogation au CCAG-FCS	21

1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet : la fourniture de chariots de bionettoyage ergonomiques et des équipements associés pour le Centre Hospitalier Le Vinatier. Il inclut la fourniture, le montage et la formation du personnel.

Codes CPV : 42716110-2 Matériel de lavage
39510000-0 Articles textiles ménagers

1.1. PROCEDURE DE PASSATION

Le présent marché est passé selon une procédure formalisée conformément aux dispositions de Code de la Commande Publique.

La procédure retenue est l'appel d'offres ouvert, en application des articles L.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique.

Cette procédure fait suite à l'appel d'offres n° 250177, lancé le 24 septembre 2025 et déclaré sans suite pour cause d'infructuosité.

1.2. ALLOTISSEMENT

Conformément à l'article L2113-11-2° du code de la commande publique, le présent accord-cadre n'est pas alloti. En effet, la dévolution en lot séparé risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

En effet, le caractère global et indivisible des prestations ne permet pas de procéder à une répartition en lots sans risque de difficultés techniques et fonctionnelles.

L'accord-cadre porte sur la fourniture de chariots de bionettoyage accompagnés de leurs accessoires indispensables et de bandeaux de lavage ainsi que sur la formation des agents hospitaliers à leur utilisation.

Cet achat s'insère dans un projet global de passage de la technique du trempage à celle de la pré imprégnation sur l'ensemble de l'établissement, avec l'objectif final de mettre en place le lavage sans chimie.

Le chariot de bionettoyage doit impérativement être fourni en cohérence avec le balai et les bandeaux adaptés, afin de garantir :

- L'homogénéité technique du matériel,
- La compatibilité entre les différents éléments,
- Le respect des protocoles d'hygiène hospitalière

Par ailleurs, Le Centre Hospitalier Le Vinatier doit bénéficier d'une formation pratique et adaptée à l'ensemble du matériel livré. Si ces prestations étaient alloties et confiées à plusieurs titulaires, il en résulterait :

- Une impossibilité pour un seul prestataire d'assurer la formation sur des équipements qu'il n'a pas fournis,
- Un risque de dilution des responsabilités entre fournisseurs,
- Une complexité accrue de mise en œuvre et de suivi de la qualité

Ainsi, le non-allotissement est justifié par la nécessité de garantir la cohérence technique, la continuité pédagogique et la bonne exécution du service dans l'intérêt du patient et du Centre Hospitalier Le Vinatier.

1.3. FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché est passé sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans minimum et avec un montant maximum de 2 000 000 euros HT pour la globalité des 4 ans de marché, en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

1.4. LIEUX D'EXECUTION

Centre hospitalier Le Vinatier, 95 boulevard Pinel (site principal) BP 30039 69678 Bron.

2. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de **douze (12) mois** à compter de sa notification.

Il est reconductible tacitement **trois (3) fois** à la date anniversaire pour une **durée totale maximale de quatre (4) ans.**

En cas de non reconduction, l'acheteur fait connaître sa décision au minimum trois (3) mois avant la période de reconduction.

Si l'acheteur prenait la décision de ne pas reconduire cet accord-cadre, le titulaire ne pourrait prétendre à une quelconque indemnité.

3. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE :

Dans le cadre de sa démarche en faveur du développement durable, Le Centre Hospitalier Le Vinatier met en œuvre une politique d'achats écoresponsable en améliorant ses pratiques en termes d'impact sur l'environnement et la santé. A travers cet accord-cadre, Il souhaite intégrer une gamme de matériels à haute durabilité et à haute valeur environnementale tant au niveau des produits, des emballages que des processus de fabrication proposés.

Dans ce contexte, le titulaire s'engage à fournir des chariots et des équipements de bionettoyage répondant à des critères environnementaux visant à réduire l'impact écologique des opérations de nettoyage.

Les équipements proposés doivent :

- Être conçus à partir de matériaux recyclés et/ou recyclables, dans la mesure du possible
- Présenter une durabilité accrue et être facilement réparables, afin de limiter la production de déchets
- Être compatibles avec des méthodes de nettoyage limitant la consommation d'eau et de produits chimiques
- Être livrés avec un emballage réduit et recyclable, en limitant l'usage de plastiques à usage unique

Le titulaire doit fournir, à la demande du pouvoir adjudicateur, toute documentation attestant du respect de ces critères (Fiches techniques, certificats environnementaux, labels, etc..).

4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, l'accord cadre est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, dont les exemplaires originaux conservés dans les archives du CHLV font seuls foi, par ordre de priorité décroissante :

- 1) L'acte d'engagement ;
- 2) L'annexe à l'acte d'engagement relative aux délais ;
- 3) Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- 4) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CTP) ;
- 5) Le CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1er avril 2021) modifié sauf dérogations mentionnées à l'article Dérogations aux documents généraux du présent CCAP ;
- 6) Le Bordereau des Prix Unitaires ;
- 7) Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;
- 8) Les bons de commande ;
- 9) Les dispositions du mémoire technique du titulaire qui ne contredisent pas les clauses de l'accord-cadre.

En cas de modification apportée en cours d'exécution, tout document modificatif a la même valeur que le document auquel il se rapporte.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer au présent contrat (exemple : conditions figurant sur les factures, conditions énoncées dans les documents commerciaux, conditions générales de vente imprimées au verso des pièces contractuelles etc.).

5. OBLIGATIONS DES COCONTRACTANTS

5.1. REPRESENTATION

Conformément à l'article 3.3 du CCAG-FCS, dès la notification du présent accord-cadre, le pouvoir adjudicateur désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre et indique par mail cette désignation au titulaire de l'accord-cadre.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à l'engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le suivi contractuel de l'accord-cadre est assuré par la cellule des marchés (Cellule_Marches@ch-le-vinatier.fr)

Conformément à l'article 3.4 du CCAG-FCS, dès la notification de l'accord-cadre, le représentant du titulaire désigne la ou les personnes physiques habilitées à l'engager et les personnes habilitées à suivre l'exécution technique et financière de l'accord-cadre.

5.2. ECHANGES DEMATERIALISES

Les échanges concernant l'exécution du présent accord-cadre se font de manière dématérialisée (par email).

5.3. ASSURANCES

Le titulaire est responsable de tous les dommages accidentels aux tiers et aux matériels causés par un personnel dans l'exercice du présent accord-cadre et doit pouvoir fournir sur demande les attestations d'assurance voulues, garantissant une couverture suffisante appropriée à l'objet de l'accord-cadre, en application de l'article 9 du CCAG-FCS.

Le titulaire contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Il transmet au CHLV dans un délai de quinze (15) jours suivant la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution des prestations les justificatifs d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément et immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

Le titulaire doit être en mesure de fournir ces mêmes documents pour ses éventuels sous-traitants.

5.4. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire met à disposition tous les six (6) mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail. A ce titre, le titulaire fournit les modalités d'accès à ces documents.

5.5. CONFORMITE DES FOURNITURES ET PRODUITS UTILISES

Les fournitures et les produits utilisés afférents au présent accord-cadre, se doivent d'être conformes aux normes en vigueur dans la profession. Le titulaire doit tenir compte de l'évolution de la législation dans le domaine environnemental et technique, et s'y conformer pour les textes, règlements ou autres, relatifs à son activité et aux prestations du présent accord-cadre.

5.6. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

5.6.1 Confidentialité

Tous les documents transmis dans le cadre de la consultation ou de l'exécution du présent accord-cadre doivent rester confidentiels. Le titulaire s'engage à détruire l'ensemble de ces documents à l'échéance de la durée utile d'archivage.

Par ailleurs, le titulaire et le CHLV qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre

pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

5.6.2 Clauses relatives au respect du RGPD

Convention de dénomination :

- « **RGPD** » : règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;
- « **candidat(s) au marché public** » : personne(s) physique(s) répondant au présent marché public que celle(s)-ci agissent au nom et pour le compte d'une personne morale ou pour leur propre compte ;
- « **données personnelles** » : données à caractère personnel au sens de l'article 4 du RGPD, soit « toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée « **personne concernée** ») ; est réputée être une « **personne physique identifiable** » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale » ;
- « **traitement** » : conformément à l'article 4 du RGPD, « toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction » ;
- « **responsable du traitement** » : conformément à l'article 4 du RGPD, « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement ; lorsque les finalités et les moyens de ce traitement sont déterminés par le droit de l'Union ou le droit d'un État membre, le responsable du traitement peut être désigné ou les critères spécifiques applicables à sa désignation peuvent être prévus par le droit de l'Union ou par le droit d'un État membre » ;
- « **sous-traitant au sens du RGPD** » : conformément à l'article 4 du RGPD, la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement.

Traitement de données personnelles par le pouvoir adjudicateur

En application de l'article 13 du RGPD, tout candidat au marché public est informé de ce que les données personnelles qu'il fournit (notamment nom, prénom, adresse mail) sont susceptibles de faire l'objet d'un traitement dans le cadre des procédures de passation, attribution, exécution et archivage du présent accord-cadre selon les caractéristiques suivantes :

- **Identité et coordonnées du responsable de traitement** : Centre Hospitalier Le Vinatier, 95 boulevard Pinel - BP 30039 - 69678 Bron cedex ;
- **Coordonnées de la déléguée à la protection des données** : dpo@ch-le-vinatier.fr ;
- **Finalités du traitement** : gestion des phases de passation, attribution, exécution et archivage de l'accord-cadre ;

- **Base juridique du traitement** : selon les finalités, article 6.1 c) et f) du RGPD – pour l'article 6.1 f), le traitement est nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par le CHLV (disposer des informations nécessaires en cas de réclamation ou de contentieux) ;

- **Destinataires ou catégories de destinataires** : agents habilités de la Direction Achat et Ingénierie

- **Durée de conservation** : durée d'utilité administrative

- **Exercice de droits** : conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données personnelles sont traitées disposent notamment de droits d'accès, de rectification et d'opposition qui peuvent être exercés :

- **Auprès du Responsable de traitement, en contactant :**

Centre Hospitalier Le Vinatier
Pôle Achat et Ingénierie
Bât 309
95 boulevard Pinel
69678 Bron cedex
Mail : cellule_marches@ch-le-vinatier.fr

- **Auprès de la Déléguée à la protection des données du Responsable de traitement, en contactant :**

Centre Hospitalier Le Vinatier
Déléguée à la protection des données (DPO)
95 boulevard Pinel
69678 Bron cedex
Mail : dpo@ch-le-vinatier.fr

Si besoin, les personnes concernées disposent également d'un droit de réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés : **CNIL** - 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

Traitement de données personnelles pour le pouvoir adjudicateur

➤ **Prérequis en matière de sous-traitance au sens du RGPD**

L'exécution du présent marché public impose que son titulaire puisse ponctuellement accéder à des données personnelles traitées par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire interviendra alors en qualité de **sous-traitant au sens du RGPD**.

Or, conformément aux dispositions de l'article 28.1 du RGPD « lorsqu'un traitement doit être effectué pour le compte d'un responsable du traitement, celui-ci fait uniquement appel à des sous-traitants qui présentent **des garanties suffisantes** quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du présent règlement et garantisse la protection des droits de la personne concernée ».

Par suite, tout candidat au marché doit soumettre au pouvoir adjudicateur les éléments d'information et la documentation de son choix aux fins de justifier desdites garanties.

Exemples :

1. indication de la désignation d'un délégué à la protection des données,
2. transmission de la politique de sécurité des systèmes d'information du candidat,
3. indication de ce que le personnel du candidat est lié par une clause de confidentialité,

4. certification norme ISO 27001,
5. indication de l'adoption par le candidat d'un code de conduite ou d'un mécanisme de certification visés par l'article 24 §3 du RGPD et transmission d'éléments de documentation.

➤ **Sur les modalités de la sous-traitance au sens du RGPD**

Selon les dispositions de l'article 28.3 du RGPD, « **Le traitement par un sous-traitant est régi par un contrat** ou un autre acte juridique au titre du droit de l'Union ou du droit d'un État membre, qui lie le sous-traitant à l'égard du responsable du traitement, définit l'objet et la durée du traitement, la nature et la finalité du traitement, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées, et les obligations et les droits du responsable du traitement. **Ce contrat ou cet autre acte juridique prévoit, notamment, que le sous-traitant :**

- a) **ne traite les données à caractère personnel que sur instruction documentée du responsable du traitement**, y compris en ce qui concerne les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel le sous-traitant est soumis ; dans ce cas, le sous-traitant informe le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
- b) **veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;**
- c) **prend toutes les mesures requises en vertu de l'article 32 ;**
- d) **respecte les conditions visées aux paragraphes 2 et 4 pour recruter un autre sous-traitant ;**
- e) **tient compte de la nature du traitement, aide le responsable du traitement, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes dont les personnes concernées le saisissent en vue d'exercer leurs droits prévus au chapitre III ;**
- f) **aide le responsable du traitement à garantir le respect des obligations prévues aux articles 32 à 36, compte tenu de la nature du traitement et des informations à la disposition du sous-traitant ;**
- g) selon le choix du responsable du traitement, supprime toutes les données à caractère personnel ou les renvoie au responsable du traitement au terme de la prestation de services relatifs au traitement, et détruit les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit de l'État membre n'exige la conservation des données à caractère personnel ; et
- h) met à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

En ce qui concerne le point h) du premier alinéa, le sous-traitant informe immédiatement le responsable du traitement si, selon lui, une instruction constitue une violation du présent règlement ou d'autres dispositions du droit de l'Union ou du droit des États membres relatives à la protection des données ».

Conformément aux dispositions précitées, le titulaire de l'accord-cadre s'engage à conclure, ultérieurement à la notification du présent accord-cadre, un contrat de sous-traitance au sens du RGPD.

6. DEFAILLANCE DU TITULAIRE

En cas de défaillance réitérée, le CHLV peut résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire, après qu'une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution lui a été préalablement notifiée et est restée infructueuse, en application des dispositions de l'article 41 du CCAG-FCS.

7. MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION

L'accord-cadre peut être modifié dans les conditions prévues aux articles R. 2194-2 à R. 2194-9 du Code de la commande publique. Un avenant est alors conclu pour acter ces modifications, hormis le cas d'une révision de prix prévue par l'article « révision des prix » du présent CCAP.

8. MARCHES DE FOURNITURES COMPLEMENTAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mettre en application l'article R.2122-4 du Code de la Commande Publique relatif à la passation de marchés passés sans publicité ni mise en concurrence ayant pour objet des livraisons complémentaires.

9. ACQUISITIONS SUPPLEMENTAIRES PAR DEVIS

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire l'acquisition de prestations ou de fournitures non prévues dans les pièces initiales du présent accord-cadre, dès lors que celles-ci sont manifestement en lien avec l'objet de l'accord-cadre.

Le prix consenti par le titulaire pour de telles acquisitions est son tarif « catalogue » diminué de la remise indiquée dans le BPU.

L'ajout de telles prestations ou fournitures fait l'objet d'un devis expressément accepté par le pouvoir adjudicateur.

Le montant cumulé de ces acquisitions supplémentaires ne peut pas dépasser 20% du montant total de l'accord-cadre.

10. OFFRES PROMOTIONNELLES

Le titulaire s'engage à faire bénéficier le CHLV des éventuelles offres promotionnelles qu'il met en place. Les réductions de prix affectées aux articles objet de l'accord-cadre durant la promotion s'appliquent pour toutes les commandes passées pour cette période. En dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis à l'accord-cadre. En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés offerts par rapport aux conditions initiales de l'accord-cadre.

11. DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE

En application de l'article L. 2193-1 du Code de la commande publique, seuls les marchés de services et les marchés de fournitures comportant des services ou des travaux de pose ou d'installation sont susceptibles d'être sous-traités.

La sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite. Cependant, le titulaire est autorisé à recourir à la sous-traitance pour l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, à condition d'avoir obtenu du

pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Les modalités relatives à la sous-traitance (présentation, acceptation, paiement direct) sont définies aux articles R.2193- 3 et 4 du Code de la commande Publique.

12. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX DE REGLEMENT

12.1. CONTENU DES PRIX

Par dérogation à l'article 10.1.2. du CCAG-FCS, les prix initiaux sont réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date limite de remise des offres. Ils sont exprimés en euros à deux décimales HT et TTC.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, ou autres, frappant obligatoirement la prestation, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, aux mises en conformité, aux traitements, au coût de la main d'œuvre, à l'assurance ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Il est à noter que les tarifs proposés dans le BPU devront inclure la fourniture, le montage et la formation du personnel.

12.2. FORME DES PRIX

Les prix de l'accord-cadre sont unitaires et sont indiqués dans le BPU.

Il est à noter que pour les articles n° 9, 10 et 25 du BPU, des prix par plages de quantités sont définis. Suite à la livraison d'un de ces articles, le prix unitaire facturable est celui de la plage correspondant à la quantité indiquée sur le bon de commande.

Les quantités effectivement commandées dépendent des besoins de l'établissement et sont précisées au bon de commande.

12.3. REVISION DES PRIX

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Ils sont invariables pendant la première période de 12 (douze) mois d'exécution de la prestation et sont révisables à chaque date anniversaire du début de l'accord-cadre (reconduction pour une nouvelle période de 12 mois).

Les modalités de révision des prix sont les suivantes :

L'ajustement, à la hausse comme à la baisse, est effectué par application aux prix initiaux de l'accord-cadre d'un coefficient C donné par la formule suivante :

$$C=0,15 + 0,85 \times (\text{Indice } I_n / \text{Indice } I_0)$$

Dans laquelle :

Indice I_0 désigne le dernier indice définitif publié correspondant au « mois zéro » ;

Indice I_n désigne le dernier indice définitif publié à la date de la demande de révision.

Code indice INSEE	Libellé indice	Accès aux valeurs de l'indice
010764313	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – ensemble de l'industrie	site internet INSEE

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi à trois décimales au millième supérieur (soit par exemple : 1,00234 est arrondi à 1,003).

Cet ajustement s'applique ligne par ligne aux prix du BPU.

Le coefficient de révision est calculé **pour chaque reconduction**.

La nouvelle proposition tarifaire doit être envoyée par le titulaire au plus tard deux mois avant la date anniversaire du début de l'accord-cadre par courrier électronique à : Cellule_Marches@ch-le-vinatier.fr

A défaut de transmission, l'accord-cadre s'exécute dans les mêmes conditions financières que celles existantes avant la date prévue pour la révision sans que le titulaire puisse formuler aucune réclamation.

La révision des prix doit être validée par courrier (transmis par email) du pouvoir adjudicateur avant d'être effective.

12.4. CLAUSE DE SAUVEGARDE

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS et dans le cas où l'application des conditions supra conduit à une variation de prix supérieure à 3 % d'une période à l'autre, l'administration se réserve la possibilité de résilier sans indemnité la partie non exécutée de l'accord-cadre.

12.5. TAUX DE TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

12.6. MONNAIE

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

13. CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

13.1. CONDITIONS DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE

Les prestations sont réalisées par émission de bons de commande en application des articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande publique. Les bons de commande sont transmis par voie électronique. A cette fin, le titulaire indique à l'acheteur l'adresse électronique adéquate pour la transmission des bons de commande.

Chaque bon de commande précise :

- L'identification des parties : administration et titulaire ;
- La référence à l'accord-cadre à bons de commande ;
- Les références propres au bon de commande : numéro, date d'émission, signature ;

- Le code d'identification du service en charge du paiement : CHV_AVEC_CMD + Numéro d'engagement transmis par le pouvoir adjudicateur (deux lettres + six chiffres), à transmettre par le titulaire sur ChorusPro ;
- La désignation, la quantité et la référence des prestations commandées ;
- Le prix d'engagement correspondant aux prix de l'accord-cadre à bons de commande ;
- Le lieu et la date (ou délai) de livraison/d'exécution ;
- L'adresse de facturation.

La personne habilitée à rédiger et à signer les bons de commande est le Directeur du Pôle Achat et Ingénierie ou son représentant.

13.2. DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG-FCS, le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de sa notification. Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Les délais de livraison, mise en service, déploiement et intervention pour SAV sont indiqués par le titulaire au sein de l'annexe à l'acte d'engagement. Ces délais sont contractualisés et servent de base au calcul d'éventuelles pénalités de retard.

Les délais contractuels de mise en place des protocoles et de dispensation des formations sont définis au CCTP.

13.3. STOCKAGE, EMBALLAGE, TRANSPORT ET GESTION DES DECHETS

Le stockage, l'emballage le transport des fournitures et la gestion des déchets sont effectués dans les conditions de l'article 20 du C.C.A.G.-F.C.S.

13.4. CONDITIONS DE LIVRAISON ET D'ACCES

La livraison s'effectue conformément aux dispositions définies par le CCTP ainsi que dans le respect des dispositions de l'article 20 du CCAG-FCS.

Pour les interventions de mise en service, formation et SAV, les instructions ci-dessous sont à respecter pour l'accès à l'établissement.

➤ **Autorisation d'accès**

Le titulaire s'engage à se présenter au responsable désigné par le CHLV afin, d'une part, de fournir tous les renseignements relatifs à l'ensemble de son personnel chargé à chaque niveau de l'exécution des prestations et, d'autre part, pour remplir tous les documents nécessaires à l'accès du site pour l'ensemble de ces personnels.

De manière générale, dans un souci de sécurité et de fluidité, toutes les livraisons pour l'établissement doivent s'effectuer depuis l'entrée UHSA, située 40 avenue du Doyen Jean Lépine à Bron.

Les sociétés prestataires et intervenant régulièrement sur l'établissement peuvent se voir attribuer une carte d'accès leur permettant d'accéder au site.

Il revient au titulaire d'assurer la traçabilité de l'utilisateur de la carte, de s'assurer qu'elle n'est pas utilisée pour des missions non liées au présent accord-cadre et de veiller à sa restitution spontanée au terme de la prestation.

Dans le cas où les prescriptions du présent article ne seraient pas respectées, le titulaire ne pourrait prétendre à aucune indemnité si l'accès du site était refusé à ses employés.

➤ **Accès des véhicules**

Le titulaire transmet au responsable désigné par le CHLV les éléments nécessaires à l'obtention des autorisations d'accès des véhicules.

Ces autorisations d'accès des véhicules sont conditionnées à la présentation, par le personnel du titulaire, d'un permis de conduire valide tous les six (6) mois, sur demande du CHLV.

Le personnel bénéficiaire d'une autorisation d'accès de véhicule est tenu au respect des règles du Code de la route sur l'ensemble du site, ainsi qu'aux règles de stationnement applicables au CHLV.

14. OPERATIONS DE VERIFICATION

14.1. VERIFICATIONS QUANTITATIVES ET QUALITATIVES

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le CHLV ne requiert pas la présence du titulaire pour les vérifications. En conséquence, le titulaire n'est pas obligatoirement avisé des jours et heures fixés pour les vérifications.

La signature du bon de livraison par le représentant du CHLV ne vaut pas acceptation quantitative et qualitative des marchandises qui y sont mentionnées. Les vérifications relatives aux livraisons objet du présent accord-cadre ne peuvent être définies comme des opérations de vérification quantitative et qualitative simples au sens de l'article 28.1 du CCAG-FCS.

Les opérations de vérification qualitative portent sur la conformité aux spécifications techniques du marché.

Les opérations de vérification qualitative sont effectuées par le représentant du CHLV désigné à cette fin.

Il est rappelé que les fournitures livrées au cours de l'accord-cadre doivent être en tout point conformes aux échantillons livrés par le titulaire lors de la consultation.

14.2. DELAI DE VERIFICATION

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG FCS, le délai imparti au pouvoir adjudicateur est fixé à 20 (vingt) jours, à compter de la date de livraison, pour procéder aux opérations de vérification quantitatives et qualitatives et notifier la décision au titulaire. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures est réputée acquise.

Les décisions d'ajournement ou de rejet sont notifiées au titulaire, qui a dix jours pour présenter ses remarques. Sans observation à l'issue des dix jours, il est fait application de la décision.

En cas de recours, les délais dont dispose le pouvoir adjudicateur pour procéder aux opérations d'admission sont prolongés du délai nécessaire à l'exécution d'analyses complémentaires qui restent à la charge du titulaire.

15. GARANTIE TECHNIQUE

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG-FCS, le matériel proposé est garanti a minima deux (2) ans pièces et main d'œuvre.

Les fournitures sont garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 et 1648 du Code civil, l'acheteur étant réputé être un non professionnel pour les achats qui font l'objet du présent contrat.

16. CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

Le pouvoir adjudicateur peut délivrer au titulaire du présent accord-cadre ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations un « certificat de bonne exécution de l'accord-cadre », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du pouvoir adjudicateur qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire.

La délivrance d'un tel certificat peut notamment être refusée si : (liste non exhaustive)

- La qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- La relation commerciale s'est révélée difficile ;
- Le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard

17. AVANCE

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à cinquante mille € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

17.1 MONTANT DE L'AVANCE

Il est précisé que c'est l'option A prévue à l'article 11.1 du CCAG-FCS qui est retenue pour le paiement de l'avance au titulaire ou à son sous-traitant admis au paiement direct si le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant du bon de commande si sa durée est inférieure ou égale à douze (12) mois ; si cette durée est supérieure à douze (12) mois, l'avance est fixée à 5% d'une somme égale à douze (12) fois le montant mentionné ci-dessus divisée par cette durée exprimée en mois. Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 du même Code est fixé à 20 %.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

17.2 MODALITES DE REGLEMENT DE L'AVANCE

Le versement de l'avance s'effectue en une seule fois.

17.3 MODALITES DE REMBOURSEMENT

Les articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique s'appliquent au remboursement de l'avance.

18. PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.- F.C.S., le titulaire n'est pas exonéré des pénalités qui n'excèdent pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

Les pénalités peuvent être appliquées sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné.

18.1. PENALITES DE RETARD DE LIVRAISON

18.1.1. MODALITES D'APPLICATION

En application de l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, des pénalités sont appliquées par l'acheteur.

Les délais de livraison à respecter sont ceux indiqués par le titulaire dans l'annexe à l'acte d'engagement relative aux délais. Ces délais sont contractualisés et servent de base au calcul d'éventuelles pénalités de retard.

Tout délai non respecté est soumis au paiement de pénalités de retard et ce, dès le premier jour de retard.

18.1.2. CALCUL DES PENALITES

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des délais contractuels de livraison, il est appliqué au titulaire une pénalité fixée à 30 euros par jour ouvré de retard.

18.2. PENALITES POUR NON-RESPECT DU PLANNING DE DEPLOIEMENT DES FICHES PROTOCOLE

En cas de non-respect, par le titulaire, des délais prévus à l'article 4.1 du CCTP pour le déploiement des fiches protocole, il est appliqué une pénalité forfaitaire de 1 000 euros par mois de retard, à compter du premier jour suivant la date prévue.

Les pénalités sont automatiquement déduites des sommes dues au titulaire ou, à défaut, font l'objet d'un titre de recette émis par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité de compensation pour l'application de ces pénalités, qui sont cumulatives avec toutes autres mesures prévues au marché, notamment la résiliation pour faute en cas de retard persistant.

18.3. PENALITES POUR NON-RESPECT DU DELAI DE REMISE DU RAPPORT DE SYNTHESE PREVU A L'ARTICLE 4.1 DU CCTP

En cas de non-respect, par le titulaire, des délais prévus à l'article 4.1 du CCTP pour la remise du rapport de synthèse des visites annuelles de diagnostic, il est appliqué une pénalité forfaitaire de 1 000 euros par mois de retard, à compter du premier jour suivant la date prévue.

Les pénalités sont automatiquement déduites des sommes dues au titulaire ou, à défaut, font l'objet d'un titre de recette émis par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité de compensation pour l'application de ces pénalités, qui sont cumulatives avec toutes autres mesures prévues au marché, notamment la résiliation pour faute en cas de retard persistant.

18.4. PENALITES POUR NON-RESPECT DU PLANNING DES VISITES ANNUELLES

En cas de non-respect, par le titulaire, du planning des visites annuelles, il est appliqué une pénalité forfaitaire de 1 000 euros par mois de retard, à compter du premier jour suivant la date prévue.

Les pénalités sont automatiquement déduites des sommes dues au titulaire ou, à défaut, font l'objet d'un titre de recette émis par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité de compensation pour l'application de ces pénalités, qui sont cumulatives avec toutes autres mesures prévues au marché, notamment la résiliation pour faute en cas de retard persistant.

18.5. PENALITES POUR NON-RESPECT DU PLANNING DES FORMATIONS

En cas de non-respect, par le titulaire, des délais prévus à l'article 4.2 du CCTP, il est appliqué une pénalité forfaitaire de 1 000 euros par mois de retard, à compter du premier jour suivant la date prévue.

Les pénalités sont automatiquement déduites des sommes dues au titulaire ou, à défaut, font l'objet d'un titre de recette émis par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité de compensation pour l'application de ces pénalités, qui sont cumulatives avec toutes autres mesures prévues au marché, notamment la résiliation pour faute en cas de retard persistant.

19. MODALITES DE REGLEMENT

19.1. TRANSMISSION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Conformément à l'article 11.7 du CCAG-FCS, le titulaire transmet sa demande de paiement après décision d'admission des prestations par le CHLV.

La transmission des factures se fait de manière dématérialisée sur le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>) et ce, même pour les très petites entreprises (moins de 10 salariés).

Ces factures porteront obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera le Centre hospitalier Le Vinatier en tant que destinataire de la facture : 266 900 083 00012
- Le code d'identification du service en charge du paiement : CHV_AVEC_CMD + Numéro de la commande transmis par le pouvoir adjudicateur (deux lettres + six chiffres)
- Le numéro de l'accord cadre.
- Le numéro du bon de commande auquel rattacher la facture, le cas échéant.

Ces dispositions s'appliquent également aux sous-traitants admis au paiement direct.

Conformément à l'article R.2192-3 du code de la commande publique, les entreprises étant soumises à l'obligation de transmettre leurs factures de manière dématérialisée sur le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>), celles qui transmettraient des factures par une autre voie que ce portail, avant que les factures puissent être rejetées, se verraient rappeler par le pouvoir adjudicateur, par tous moyens, l'obligation de transmettre leur factures sous format dématérialisée sur le portail susmentionné.

19.2. PAIEMENT

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS et à l'article R.2192-11 du code de la commande publique.

Le paiement se fait après service fait.

19.3. PAIEMENTS DES CO-TRAITANTS

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire ou des membres du groupement sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

19.4. PAIEMENTS DES SOUS-TRAITANTS AYANT DROIT AU PAIEMENT DIRECT

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de quinze (15) jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

19.5. DELAIS DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES

Conformément à l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, le Centre Hospitalier Le Vinatier s'engage à effectuer le paiement de l'accord-cadre dans un délai global de cinquante (50) jours. Ce délai court à compter de la date de réception de la facture par l'établissement, dans les conditions définies à l'article R. 2192-12 du code de la commande publique, et il a pour fin la date à laquelle les fonds sont décaissés par le Trésor Public.

Ce délai est suspendu dès lors que la facture est erronée, dans ce cas, l'établissement retourne le document litigieux au fournisseur accompagné des observations permettant sa rectification.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire de l'accord-cadre, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) €.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

L'attention du titulaire de l'accord-cadre est appelée sur les retards de paiement générés par son fait, notamment par sa carence à produire les pièces demandées, nécessaires à la mise à jour de l'accord-cadre et/ou l'absence d'informations concernant les coordonnées du titulaire :

- Modification /ou absence de domiciliation bancaire ou postale,
- Retard dans le retour des documents transmis pour signature,

Et plus généralement pour tout motif de retard imputable au prestataire (retard dans la production des documents, facturation au titre d'un marché non encore notifié, erreur ou omission dans la facturation, facturation avant service fait, erreur d'adressage des factures et autres documents, retard dans la production des indices de référence...).

Tous les motifs de retard imputables au titulaire de l'accord-cadre suspendent de plein droit le délai de cinquante (50) jours.

20. CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement de créances est l'ordonnateur indiqué sur l'acte d'engagement.

21. SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par le pouvoir adjudicateur.

22. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

22.1. POUR FAUTE DU TITULAIRE

En cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles, le Centre Hospitalier Le Vinatier peut résilier l'accord cadre pour faute du titulaire, dans les cas décrits à l'article 41 du CCAG FCS.

Conformément à l'article 41.2 du CCAG FCS, pour les cas de figures évoqués aux g, i, m et n de l'article 41.1 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur résilie l'accord cadre sans mise en demeure.

Le CHLV peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionne expressément.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat est résilié aux torts du titulaire.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

22.2. POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Si le pouvoir adjudicateur résilie l'accord cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS.

23. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu au respect des obligations contractuelles du présent accord-cadre. S'il se trouve dans l'impossibilité d'exécuter ses obligations, il doit en informer immédiatement le pouvoir adjudicateur par mail, confirmé par courrier recommandé avec accusé de réception.

Dans cette hypothèse, ou en cas de non réactivité du titulaire, le CHLV peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 45 du CCAG-FCS, sous réserve que les prestations ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai d'un mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques.

24. REGLEMENT DES LITIGES

Les différends sont réglés conformément à l'article 46 du CCAG FCS.

24.1. REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS

Tout litige ou différend survenant à l'occasion de l'exécution de l'accord cadre peut-être soumis par le titulaire au CHLV. La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits et préconise le recours à la médiation.

A défaut de résolution du litige ou différend par cet interlocuteur, le titulaire peut saisir le médiateur des entreprises de la région Auvergne-Rhône Alpes (liste consultable au lien suivant : <https://auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr/Le-mediateur-des-entreprises>)

Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse peut être engagée.

24.2. REGLEMENT CONTENTIEUX DES DIFFERENDS

Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Si l'affaire doit être portée devant les Tribunaux, seul le Tribunal Administratif de Lyon est compétent (Tribunal Administratif de Lyon - 184, rue Duguesclin, 69003 Lyon – France / Tél. : 04 87 63 50 00).

25. DROIT ET LANGUE

Le droit français est seul applicable. Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

26. DEROGATION AU CCAG-FCS

Il est dérogé aux articles désignés ci-après du CCAG-FCS par les articles suivants du présent CCAP :

L'article 4 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 10.1.2 du CCAG-FCS.

L'article 12.4 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG-FCS.

L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 27.3 du CCAG-FCS.

L'article 14.2 du CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG-FCS.

L'article 15 du CCAP déroge à l'article 33.1 du CCAG-FCS.

L'article 18 du CCAP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS.

L'article 22.2 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG-FCS.

L'article 23 du CCAP déroge à l'article 45 du CCAG-FCS.